

49-3 ? Mais nous, on est des millions !

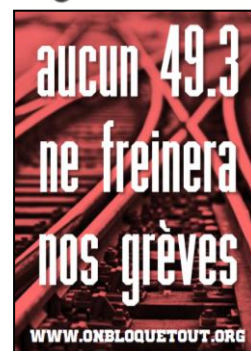
Des millions de manifestant-es, plusieurs journées de grève interprofessionnelle : depuis plus de deux mois, le projet de loi Travail est massivement rejeté. Pour gagner, l'organisation d'un mouvement national reconductible est en débat : dans les entreprises et les localités, beaucoup de syndicalistes s'y emploient ; ils et elles sont à la CGT, à FO, à Solidaires, à la FSU, à la CNT-SO, à la CNT, à LAB, il y en a même une poignée à la CFDT ou à l'UNSA. Des jeunes engagés à l'UNEF, l'UNL ou la FIDL y contribuent ; la Coordination nationale étudiante, Solidaires étudiant-e-s ou encore les syndicats CGT et SUD Lycéens défendent cette position. Des collectifs d'intermittents du spectacle s'inscrivent dans cette dynamique. Les syndicalistes de l'appel « On bloque tout ! » y contribuent depuis le mois de mars. C'est aussi un sujet discuté dans beaucoup de rassemblements Nuit debout à travers des centaines de villes.

Craignant de ne pas avoir de majorité sur le texte lui-même, **le gouvernement utilise une des armes que lui confie la Constitution via l'article 49-3** : pour que le projet de loi ne soit pas validé, il faut que les parlementaires votent une motion de censure, c'est-à-dire qu'ils fassent tomber le gouvernement. Ce sont donc toujours les parlementaires qui décident, mais sans discussion de fond sur le projet de loi, sans amendement et en changeant l'objet du vote. Le gouvernement instrumentalise l'institution républicaine ; il sait que ça peut marcher : en novembre dernier, il n'y eut que 6 parlementaires sur 906 pour voter contre l'Etat d'urgence...



Validée ou pas par le Parlement, nous refusons la régression sociale de la loi Travail

- Remise en cause de la « hiérarchie des normes » dans la négociation collective. Aujourd'hui, une convention collective ne peut pas contenir des dispositions qui seraient, pour les salarié-es, inférieures à la loi ; de même, un accord d'entreprise, ne peut imposer des dispositions plus mauvaises que le contenu de la convention collective applicable dans le secteur. Cette « hiérarchie des normes » fait l'objet d'attaques patronales depuis des décennies et de récentes autres lois l'ont écornée. Le projet de loi Travail s'y attaque plus frontalement et définitivement.
- Le patronat pourra licencier encore plus facilement.
- Suppression des 35 heures de travail hebdomadaires, allongement du temps de travail, heures supplémentaires moins payées, maintien au chômage d'un nombre important de travailleurs et de travailleuses avec tout ce que cela implique (misère, précarité et exclusion pour les un-es, chantage à l'emploi et aux salaires pour les autres).
- Attaques contre la médecine du travail, notamment par la réduction des obligations patronales en matière de visites médicales.



La semaine prochaine sera décisive !

L'intersyndicale nationale (CGT, FO, Solidaires, FSU et des organisations de jeunesse) appelle à « deux nouvelles journées de grèves et de manifestations, le mardi 17 puis le jeudi 19 mai ». Pour ces mêmes jours, des grèves reconductibles se préparent dans le ferroviaire, chez les routiers, dans la chimie, la construction, l'énergie, aux aéroports de Paris, etc. Dans plusieurs départements, des appels interprofessionnels unitaires appuient sur la nécessité d'une grève générale.

9 mars, 12 mars, 17 mars, 24 mars, 31 mars, 9 avril, 12 avril, 14 avril, 20 avril, 28 avril, 12 mai, 17 mai, 19 mai... Maintenant, il faut organiser la grève reconductible !

Plus vite nous frapperons fort et bloquerons l'économie et les profits des patrons et actionnaires, plus vite nous gagnerons !

Grèves, manifestations, blocages...

Tous ensemble, on continue pour gagner !

Des grèves reconductibles ont démarré

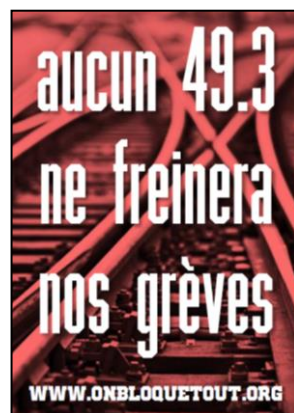
Dans le secteur ferroviaire, les raffineries de pétrole, le transport routier, des grèves reconductibles ont démarré cette semaine. Outre ces secteurs professionnels nationaux, localement il y a des grèves dans bien d'autres entreprises (dans le commerce, la construction, l'industrie, la poste, le secteur culturel, la santé, les ports, etc.). L'intersyndicale de la Fonction publique (CGT, FO, Solidaires, FSU) parle aussi de grève reconductible. Les manifestations du 19 mai ont rassemblé des centaines de milliers de personnes. Des rassemblements *Nuit debout* se tiennent partout en France. Des actions de blocage sont menées dans de nombreuses villes.

Le projet de loi Travail est massivement rejeté par la population

Contrairement à ce que raconte la propagande patronale gouvernementale, le mouvement ne faiblit pas. Mais il n'est pas encore suffisamment fort pour gagner. C'est l'enjeu des prochains jours. On ne lâche rien !

Unité pour gagner !

Nous ne tomberons pas dans le piège de la division syndicale : oui, il est dommage que la fédération CGT ait combattu la reconduction de la grève à la SNCF au-delà de jeudi, mais c'est une autre fédération CGT qui est à l'origine du blocage de 7 des 8 raffineries depuis ce même jour. L'Union syndicale Solidaires s'appuie sur l'intersyndicale nationale qui rassemble CGT, FO, Solidaires, FSU et des mouvements de jeunesse, sur les intersyndicales locales qui sont souvent plus larges, sur l'appel « On bloque tout ! » lancé par des syndicalistes CGT, Solidaires, CNT-SO, CNT, FO, LAB, CFDT, ou encore sur les *Nuit debout*.



L'Etat est violent et réprime

L'Union syndicale Solidaires dénonce une nouvelle fois les violences policières et la répression (arrestations et gardes à vue) envers les manifestants et les manifestantes, et aussi envers les organisations syndicales : après le saccage des locaux CNT à Lille il y a quelques semaines, hier c'est le local de Solidaires Ille-et-Vilaine qui a été perquisitionné !

Le 26 mai, avant et après, on continue, on renforce la grève !

L'intersyndicale nationale interprofessionnelle appelle à une nouvelle journée de grève et de manifestations le **jeudi 26 mai**. Sans attendre une semaine de plus, l'Union syndicale Solidaires soutient tou-ttes les salarié-es déjà en grève reconductible et appelle à renforcer ce mouvement partout où c'est possible. Il en est de même pour la **manifestation nationale du 14 juin** : pour l'Union syndicale Solidaires, il ne s'agit pas d'en faire la perspective d'un enterrement du mouvement ; au contraire, en étendant et renforçant la grève, donnons-nous les moyens que ce soit la manifestation fêtant l'abandon du projet de loi Travail et qui aidera à imposer nos propres revendications et non plus celles des patrons !

Plus vite nous frapperons fort et bloquerons l'économie et les profits des patrons et actionnaires, plus vite nous gagnerons !

La grève... des actions, des blocages

Voici, en vrac des informations incomplètes (!) sur vos actions, vos grèves, vos blocages des journées du 17, 18 et 19. Faites nous remonter les infos et les photos pour les prochaines éditions...

Blocages à Nîmes : au dépôt des bus de avec la présence de Solidaires, de la CNT et de Nuit debout.

Occupation des voies à **Poitiers**



Blocage de l'aéroport de **Toulouse Blagnac**.

La grève des cheminots : les pointes à l'exécution (chiffres direction le 19) : **Paris-est** 24,13%, **Lorraine** 33,64%, **Paris-nord** 26,49%, **Nord Pas de Calais** 38,16%, **Saint-Lazare** 40,41%, **Normandie** 41,32%, **Pays de la Loire** 32,98%, **Aquitaine** 35,49%, **Limousin** 55,14%, **Centre** 24,43%, **Bourgogne-Franche Comté** 30,96%, **Rhône Alpes** 27,89%, **Provence Alpes Côte d'Azur** 41,07%, **Languedoc Roussillon** 42,52%, **Direction Fret Autochem** 29,18%, **Direction Fret Combi-Express** 47,69%. Sur les négociations de la CCN, le patronat a programmé une séance de négociations supplémentaire, le 26 mai.

Angers : manif sur la rocade des jeunes et Solidaires plutôt animée et dynamique.

Caen : Sur la fin, une partie du cortège (400 personnes) a continué jusqu'au périphérique et l'a bloqué pendant environ 15 min sous les tirs de lacrymos.

Gap : Manif avec petit blocage de rond point. Appel à une ag en fin de manif à l'appel de solidaires.

Reims : blocage d'un TGV pendant 45 minutes.

A **Châlons**, l'intersyndicale organise des blocages fréquents en fermant les six accès d'une zone industrielle.

Roanne : blocage du pont de la Loire pendant 1 heure ; envahissement des

voies jusqu'à 13 heures.

Bouches du Rhône : à 4h30 avec 25 voitures et environ 80 militants (Solidaires, CNT, Nuit debout, 13 en lutte) deux rond-points à l'entrée du centre de tri de Vitrolles, pendant 2 heures.

Action de blocage à **St-Denis** sur les établissements Dubrac. Après plusieurs actions : le 15 mai à Val d'Europe (<http://www.solidaires.org/-MEDIATHEQUE->); le 17 le centre de tri à St-Denis, le 18 mai : action à la gare St-Lazare avec le rail.



Tarascon : action intersyndicale au rond point de Sabart, direction pas de la case/Andorre depuis 6h. Barrage fil-trant (10mn) avec distribution tracts et signature pétitions aux députés.

Calais : actions des routiers sur l'autoroute.

Rennes : la rocade Ouest de Rennes paralysée le matin par des blocages.

Lorient : les accès au dépôt pétrolier du port bloqués.

Boulogne : Dès 3h30 du matin, blocage de ronds points à l'initiative des ouvriers de marée en intersyndicale.



A 6h30, piquet devant la gare. Toute la journée, les territoriaux sont en piquet devant la Communauté d'Agglo.

Grèves à **la Poste** contre les restructuration et le projet de loi. 4 bureaux du 92 ; A Rivesaltes depuis 200 jours, soutenus par l'interpro. Blocage des cen-

tres de tri par les interpro : Caen Bordeaux.

Foix : banderole sur le château <https://www.youtube.com/watch?v=9R1WRg-HK-Q&feature=youtu.be>



Grèves aux **finances publiques** sur motifs professionnels : blocages dans plusieurs centres parisiens depuis le 12 mai ; dans les Pyrénées Orientales, l'Aude et le Gard, grèves reconductibles...

Meeting « **On bloque tout** » à **Paris** : Salle pleine à la Bourse du travail : de nombreux syndicalistes sont intervenus ainsi que des représentants des Nuits Debout (commission grève générale...), des personnes syndiquées et non syndiquées pour faire le point sur la mobilisation contre la loi travail et préparer des actions de convergence.

Douchy-les-Mines : le dépôt pétrolier est bloqué.



Auch : blocage centre commercial.

Tours : envahissement des voies après la manifestation.



Nantes : la manifestation, qui avait été interdite, a donné lieu à près de trois heures de jeu du chat et de la souris avec 800 manifestant-es.

Dans l'unité, par nos grèves et nos manifestations, on va gagner !



Le mouvement populaire contre la loi Travail se renforce encore

Deux mois et demi après la première journée nationale de manifestations, et contrairement à ce que raconte la propagande gouvernementale et patronale, le mouvement ne faiblit pas. Comme le dit l'intersyndicale nationale (CGT, FSU, FO, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL), ces derniers jours marquent « *un nouvel élan avec plus de salarié-es, de jeunes, de privé-es d'emploi, de retraité-es dans l'action* ».

Grèves, manifestations, actions locales...

Le 26 mai, nous étions encore des centaines de milliers à manifester dans tout le pays. Dans de très nombreuses villes, piquets de grève, blocage économiques, barrages, ont été décidés et organisés par des intersyndicales, des assemblées générales locales. Mais ce qui est décisif, c'est la grève. Elle se généralise et va encore s'étendre la semaine prochaine. Partout, Solidaires y travaille.

Il faut mettre hors d'état de nuire les petits groupes qui se radicalisent !

Un groupuscule tente de confisquer le peu de démocratie tolérée en régime capitaliste. Ces quelques personnes prétendent imposer un projet de loi qui est refusé par l'immense majorité de la population. Ayant pris le nom de « *Gouverne Ment* », le groupuscule a même interdit tout débat sur son projet de loi au sein du Parlement. De jour en jour, ces irresponsables se radicalisent ; ils et elles enchaînent maintenant les déclarations contradictoires, les menaces et les provocations. Cette impunité doit cesser !



Assez de cette violence dans les manifestations !

Le petit groupe très minoritaire qui bloque le pays depuis des semaines, profite de chaque journée de manifestations pour multiplier les violences ; maintenant, les bandes armées qu'il commande attaquent aussi des piquets de grève. Cela aussi doit cesser !

Les raffineries ne sont pas « bloquées » : elles sont en grève à l'appel des syndicats CGT/FO/SUD du secteur !

Les 5 raffineries Total (Normandie, Donges, Feyzin, Provence, Grandpuits) sont en grève depuis une dizaine de jours, l'arrêt total des unités a été décidé quelques jours plus tard (il est effectif dans un délai de 2 à 5 jours). Situation sensiblement identique pour Petroineos (Lavera) où l'arrêt des unités est proche. Dans les 2 Raffineries Exxon (Notre-Dame de Gravenchon et Fos), une action de baisse des débits a débuté le 20 mai. A cela s'ajoute la grève dans plusieurs dépôts pétroliers.



La grève touche aussi les centrales nucléaires, les ports, des sites SNCF, Airbus, des transports urbains...

Grève reconductible à la SNCF à partir du 31 mai au soir, à la RATP à partir du 2 juin, dans l'aviation le 3...

Pour soutenir les grévistes, il faut ... plus de grévistes ! En grève reconductible quand cela peut être collectivement décidé, selon les possibilités partout ailleurs !

Jeudi 2 juin, du Havre à Marseille, organisons des actions et des manifestations partout ! Et on prépare la manifestation nationale du 14 juin où nous fêterons notre victoire !